



**HAL**  
open science

# Les droites extrêmes en Europe, du scrutin européen de 2019 à la pandémie de covid-19

Jean-Yves Camus, Nicolas Lebourg

## ► To cite this version:

Jean-Yves Camus, Nicolas Lebourg. Les droites extrêmes en Europe, du scrutin européen de 2019 à la pandémie de covid-19. 2020. <hal-03123579>

**HAL Id: hal-03123579**

**<https://hal.umontpellier.fr/hal-03123579v1>**

Submitted on 3 Dec 2025

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

# Les droites extrêmes en Europe, du scrutin européen de 2019 à la pandémie de covid-19

Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg

**Résumé :** Au printemps 2019, la campagne des élections européennes nourrissait l'idée qu'une « vague populiste » allait déferler sur l'Union Européenne. Un an plus tard, la pandémie de Covid-19 a offert un nouvel écho aux discours prônant une réclusion des populations dans les échelles nationales. Entre ces deux dates, les partis et les activistes des extrêmes droites ont tenté de s'organiser, sans agenda commun ni alliance pérenne.

**Mots clés :** Europe, élections, extrêmes droites, radicalités, terrorisme.

**Auteurs :**

**Jean-Yves Camus** est senior fellow au Centre for the Analysis of the Radical Right (CARR) et directeur de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean Jaurès (ORAP). Il participe au conseil scientifique de la Délégation Interministérielle à la Lutte Contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT (DILCRAH).

**Nicolas Lebourg** est coordinateur de la Chaire Citoyenneté de Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye, et chercheur au CEPEL (CNRS-Université de Montpellier). Il participe au Conseil scientifique sur les processus de radicalisation (COSPRAD) et au comité de pilotage du programme Violences et radicalités militantes (VIORAMIL, Agence Nationale de la Recherche).

Ils sont tous deux membres du Project on the Transnational History of the Far Right (George Washington University). Ils ont publié ensemble de nombreux travaux dont *Les Droites extrêmes en Europe*, Paris, Seuil 2015 (traductions : Cambridge, Harvard University Press, 2017 ; Séoul, Halnum, 2017 ; Madrid, Capital Intellectuel, 2020).

Au printemps 2019, nombreux étaient ceux qui craignaient de voir l'extrême droite européenne croître et s'unir pour bouleverser l'ordre du parlement européen. Un an plus tard, après plusieurs attentats commis par les radicaux de ce champ, la pandémie de Covid-19 laisse présager un futur politique incertain, où un modèle de société fermée et autoritaire, en somme « illibérale », pourrait se dessiner. Pour autant, l'extrême droite demeure très diverse, et ses formations n'ont guère d'agenda commun. Ses dynamiques travaillent les sociétés du Vieux continent en profondeur, mais tant avec des modalités différenciées qu'avec des convergences implicites. Il s'agit donc de les cartographier afin de réaliser un état des lieux rationnel des forces populistes et radicales.

## Populismes : la désunion est un combat

La campagne pour les élections européennes de 2019 a donné lieu à des tractations intensives entre droites populistes, d'autant que le 20 mars 2019 le Fidesz de Viktor Orbán avait été suspendu du Parti Populaire Européen (rassemblant les conservateurs), sans en être exclu. La précédente mandature n'avait pourtant pas permis de faire émerger une culture unitaire entre ces partis : les députés du groupe Europe des nations et des libertés (ENL) formé par le FN (rebaptisé Rassemblement national, après la défaite de Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2017 avec 33,9% des suffrages), ne se sont accordés que sur 69 % de leurs votes quand les scores des groupes conservateurs, écologistes ou libéraux sont tous supérieurs à 90 % en la matière, un taux que les députés ENL n'atteignent que quand il s'agit de défendre les intérêts de la Russie<sup>1</sup>. L'idée d'une « vague populiste » ou d'une possible « internationale populiste » repose donc d'abord sur une

---

<sup>1</sup> Thomas Kureeman, *Les extrêmes droites au Parlement européen : passé, présent et perspectives*, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2018, pp. 53-55 ; Jean-Yves Camus, « *Le Front national et les relations internationales* », Paris, Fondation Jean Jaurès, 2016, p. 10.

surestimation du niveau de cohérence idéologique des partis de l'ENL, même si leur cohérence géopolitique est remarquable.

Trois tentatives d'union ont eu lieu pendant la campagne, une impulsée depuis les Etats-Unis, les deux autres depuis l'Europe. D'Outre-Atlantique, Steve Bannon, l'ancien directeur de campagne de Donald Trump, a tenté d'unifier les droites radicales européennes dans une structure qu'il a nommée « Le Mouvement ». Basée à Bruxelles, son organisation en était confiée à l'avocat belge Mischiaël Modrikamen, fondateur et leader d'une petite formation politique, le Parti Populaire, au succès plus que modeste (1,11% des voix aux élections à la Chambre des représentants en 2019, aucun siège dans les instances parlementaires régionales ou nationales belges). Galvanisé par la victoire de Donald Trump et par le Brexit, de sa propre initiative, et, semble-t-il, avec des financements privés américains, Steve Bannon a essayé d'unir les partis de l'ENL, qui l'avaient accueilli en orateur d'ouverture de leur congrès de 2018, le Brexit Party de son ami britannique Nigel Farage, les post-franquistes espagnols de Vox et jusqu'au Fidesz hongrois. Il avait cependant commis une double erreur d'analyse vouant son entreprise à l'échec : aux Etats-Unis, Donald Trump avait gagné la présidentielle depuis l'extérieur du Parti républicain, mais il n'avait pu vaincre qu'une fois devenu le candidat de celui-ci, grâce à son appareil et à ses électeurs, alors que les partis européens que Steve Bannon soutenait restaient confinés pour l'immense majorité d'entre eux en-dehors du *mainstream* politique.

La seconde erreur de Steve Bannon est de s'être présenté comme le sauveur des droites radicales, celui qui allait les conduire au pouvoir, alors que certaines l'étaient déjà, ou y étaient associées depuis longtemps, ou, en tout cas, avaient obtenu des résultats électoraux remarquables, sans qu'il n'y soit pour rien. Son action est donc une greffe mal faite de schémas proches de ceux du Tea Party américain sur la réalité européenne et surtout, ceux des partis comme le RN qui pouvaient accepter de lui donner un rôle de consultant n'avaient aucune intention de le laisser s'approprier le *leadership* des extrêmes droites. Reste une dernière erreur de Steve Bannon : le logiciel

de lecture du monde qu'il propose en grille unificatrice oppose l'Occident à la Chine - ce qui vaut pour l'économie comme pour le coronavirus, comme a pu le laisser sous-entendre la formule de Donald Trump à propos du « virus chinois », tandis que FoxNews parlait de « la grippe de Wuhan ». Certes, l'ensemble des mouvements d'extrême droite dénoncent aujourd'hui une orientalisation de l'Occident à travers la globalisation, mais, d'une part, leur cible est avant tout l'Islam, d'autre part la polarisation Occident vs. Chine correspond à l'évidence bien plus aux intérêts de la droite américaine qu'aux préoccupations des nationalistes d'Europe - même si Charlie Weimers, député européen des Démocrates suédois, face à la crise du Covid-19, a su lier péril jaune et vieil anticomunisme en accusant la Chine d'en être restée à l'opacité et au mensonge découlant de la nature même du communisme, ou si le terroriste allemand qui a frappé Hanau a fait part d'une haine raciale anti-Asiatiques assumée et prophétisait un conflit entre les Etats-Unis et la Chine.

L'autre tentative d'unification des forces nationalistes s'est faite sous la houlette de Marine Le Pen et de Matteo Salvini avec un objectif commun mais des stratégies personnelles paraissant divergentes. La présidente du RN souhaitait élargir le groupe ENL à toutes les formations en bisbilles avec la politique européenne, sans nourrir d'illusions sur sa capacité à devenir une alliée acceptable pour le Brexit Party, le polonais Droit et Justice (PiS) au pouvoir, et le Fidesz. En 2017, Jaroslaw Kaczynski avait démenti tout accord idéologique avec elle, et Viktor Orbán a fait de même juste avant le scrutin de 2019.

Pour sa part, Matteo Salvini a tenté de tirer le maximum de sa position de vice-président du Conseil et ministre de l'Intérieur, qui lui donnait, plus encore que le score de la Lega (17,35% aux législatives de 2018), une légitimité supérieure à celle de Marine Le Pen. Il a pu, lui, rencontrer Orbán le 2 mai 2019, après Kaczynski en janvier. Il a pu profiter des sommets européens pour exposer ses idées sur l'immigration, tout en s'installant aussi, par réseaux sociaux interposés, dans une rivalité directe avec le président Macron. L'impression qui ressort de cette campagne est bien celle d'une rivalité entre

Marine Le Pen et Matteo Salvini malgré l'affichage d'une union de façade, et le résultat du vote (34,26% pour la Lega menée par Salvini contre 23,34% pour le RN sur la liste duquel Marine Le Pen figurait en dernière place) montre que la famille Le Pen ne peut plus prétendre avoir un droit acquis à dominer la famille des partis nationaux-populistes. La crise sanitaire a néanmoins été préjudiciable à la Lega. Sa virulente opposition au gouvernement n'a pu masquer que l'épidémie avait été moins bien gérée dans la région lombarde, que dirige le parti. Dans les intentions de vote progresse Fratelli d'Italia (6,45% aux élections européennes). D'orientation post-fasciste, selon la terminologie désignant jadis le parti Alliance nationale, le parti capitalise sur une ligne politique dure mais exprimée avec une bien moindre agitation que ce que ne fait Matteo Salvini.

Deux résultats nationaux ont eu un intérêt quant à la compréhension générale du phénomène extrême droitier. Aux Pays-Bas, le Parti de la Liberté (PVV) de Geert Wilders, n'a obtenu aucun siège à Strasbourg. Avec 3,53% des voix, il poursuit une chute entamée lors des élections sénatoriales de 2019 (6,46%) au profit du Forum pour la démocratie mené par Thierry Baudet. Avec un programme de démocratie directe, d'euroscpticisme et de principes libertariens en matière de fiscalité, ce dernier (14,53% aux sénatoriales; 10,96% aux européennes), fort d'un certain magnétisme personnel, tranche avec le caractère monomaniacque de Geert Wilders, dont la fixation sur l'islam et les multiples échecs à partager le pouvoir avec la droite ont pu lasser les électeurs des couches moyennes supérieures qui semblent séduites par Baudet. Le rejet de l'Autre dans les classes intégrées au système économique néolibéral suit les principes performatifs de l'économie de marché, et les électeurs néerlandais paraissent considérer que la plus-value et le mieux-disant ne sont plus fournis par l'offre PVV. Thierry Baudet a persévéré dans cette ligne en soutenant le Premier ministre Mark Rutte face aux pays du sud de l'Europe.

A contrario, l'espagnol Vox est passé de 1,56% des voix aux élections européennes de 2014 à 6,21%. L'essor est encore plus saisissant aux élections

législatives : celles d'avril 2019 ont vu 24 députés post-franquistes élus, celles de novembre 2019 ont offert 52 députés au parti. Le résultat peut paraître d'autant plus surprenant, au vu des standards européens, que Vox affiche des éléments qui ne correspondent pas aux autres partis populistes : ces derniers se disent féministes, par islamophobie certes, mais Vox assume un sexisme inenvisageable en France par exemple ; les partis néo-populistes ne cessent d'affirmer leur opposition aux Etats d'extrême droite du XX<sup>e</sup> siècle : Vox leur reprend l'affirmation d'un légalisme au cadre constitutionnel, mais joue avec la mémoire du franquisme comme jamais, là non plus, Marine Le Pen ne pourrait le faire avec Vichy. Son outrance n'a pas connu de repli face à la pandémie, le parti accusant les marches féministes et catalanistes d'avoir propagé le virus, et le gouvernement de gauche d'être responsable des morts. Manifestement, Vox a d'abord pour ambition de perdurer en transformant les électeurs conservateurs radicalisés qui l'ont rallié en clientèle fortifiée ne pouvant plus repartir, d'une façon qui n'est pas sans rappeler le Front national des années 1980.

Pour autant, si on prend le PVV et Vox ensemble, les choses deviennent plus claires. Les partis nationaux-populistes et néo-populistes participent au marché électoral des droites. Vox est né de la crise du système partisan espagnol, comme le FN a ressuscité grâce à Nicolas Sarkozy et à la collosale différence entre le bilan de son quinquennat et la tonalité de sa campagne électorale de 2007, qui avait marginalisé Jean-Marie Le Pen. La droite française avait cru pouvoir se tirer de sa crise politique en agitant le thème d'un islam prêt à désintégrer l'unité nationale française. Le Partido Popular espagnol a utilisé la crise catalane en suscitant la même crainte que la présence d'un « ennemi intérieur » et le « laxisme de la gauche » puissent mettre en péril l'existence même du pays. Or, dans les deux cas, les conservateurs ont ainsi vu s'autonomiser au bénéfice du parti d'extrême droite l'aile la plus nationalement unitariste de leur électorat. Autrement dit, la règle électorale du « marché des droites » a vu dans les deux cas s'appliquer la règle de l'autonomie de l'offre politique que nous avons déduite de

l'histoire électorale des années 1960 à 2015<sup>2</sup>. La Belgique paraît toutefois pousser actuellement cette dynamique dans ses retranchements.

En effet, le nationaliste flamand Vlaams Belang après un puissant essor avait mis sous le boisseau sa radicalité pour pouvoir réussir politiquement (aux élections européennes de 2004, il rassemblait 23.2% des votes sous son ancien nom, le Vlaams Blok). Cette normalisation avait fini par profiter à la plus bourgeoise Nouvelle Alliance Flamande (32% des électeurs Vlaams Belang de 2007 la choisissent en 2010), qui paraissait pouvoir réussir en jouant le jeu de la modération et de la respectabilité. Mais, *in fine*, en acceptant de participer au gouvernement belge, quoiqu'en le quittant fin 2018 au prétexte du pacte non-contraignant sur les migrations de l'Organisation des nations unies<sup>3</sup>, en gérant un certain nombre de communes, dont Anvers, la NVA semble être devenue trop « normale » à une partie de son électorat, et se voit dépassée dans les intentions de vote par un VB qui, ces dernières semaines, n'a pas craint de faire campagne pour que les mesures de protection sanitaire soient réservées aux citoyens belges<sup>4</sup>.

La NVA a tenté de riposter en critiquant l'excès d'atteinte aux libertés individuelles prises par le gouvernement, tactique également adoptée par le FPÖ en Autriche, ou l'AfD en Allemagne. Dans les trois pays, cette manoeuvre s'est plutôt avérée contre-productive en termes d'image. Même s'il y a bien eu des manifestations anti-confinement en Allemagne, la poursuite de tous les éléments de colère et agacement ne saurait construire un bloc majoritaire. En

---

<sup>2</sup> Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg, *Les Droites extrêmes en Europe*, Paris, Seuil, 2015.

<sup>3</sup> La Belgique connaît depuis un épisode politique singulier, puisque, sans gouvernement de plein exercice, elle s'est dotée en mars dernier d'un gouvernement aux pouvoirs spéciaux pour répondre à la crise du coronavirus.

<sup>4</sup> Le VB a lancé une campagne d'affichage, début avril 2020, montrant une personne qui porte un masque chirurgical sur lequel est inscrit le slogan : « Bescherm onze mensen » (Protégeons nos gens). Le mot « nos » est en l'espèce écrit en lettre jaunes, couleur du drapeau flamand, alors que les deux autres termes sont écrits en bleu. Cf.

<https://daardaar.be/rubriques/politique/comment-le-vlaams-belang-recupere-le-coronavirus-a-des-fins-politiques/>

France, le RN critique également le risque de mesures gouvernementales liberticides, mais il réussit un grand écart, entre critiques des « élites » et de la gestion gouvernementale de l'approvisionnement en masques, et précautions quant à ne pas paraître mettre en cause l'ersatz d'union nationale. Mais, même cette calamiteuse affaire des masques n'a pas permis qu'une part substantielle de l'opinion considère que Marine Le Pen eût pu faire moins pire si c'était elle qui avait gagné le second tour de l'élection présidentielle. Seuls 20% des sondés pensent qu'elle aurait fait « mieux » selon un sondage Ifop pour le *Journal du Dimanche*, soit un niveau qui la ramène au premier tour de l'élection présidentielle et qui représente une baisse de 7 points par rapport à la même question posée dans le contexte d'octobre 2019, et avec un taux de seulement 10% chez les sondés ayant un niveau de diplôme supérieur à bac+2<sup>5</sup>.

Le problème des populistes est partiellement que, même si leur idéologie est interclassiste, leur assise demeure surtout populaire - même si en Hollande ou en Scandinavie une plus grande partie de la jeunesse diplômée et urbaine vote à l'extrême droite. Marine Le Pen a obtenu 37% du vote ouvrier et 32% de celui des employés, 30% de ceux qui ont l'impression d'exercer une profession en déclin, 43% des voix de ceux qui s'en sortent « très difficilement » avec les revenus de leur ménage et 32% de ceux qui disposent d'un revenu mensuel inférieur à 1250€ par mois<sup>6</sup>. En Autriche, le Parti de la Liberté d'Autriche (FPÖ) arrivait troisième avec 14,76% aux élections régionales de Basse-Autriche le 28 janvier 2018, mais il était choisi par 42% des ouvriers, loin devant ses rivaux conservateur et social-démocrate (29% et 28%). En 2017, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) faisait son meilleur score chez les ouvriers (18%) et les personnes dont le niveau

---

<sup>5</sup> Voir les résultats complets ici <https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2020/05/117350-Rapport-JDD.pdf>

<sup>6</sup> Sondage IPSOS-Sopra-Steria du 23 avril 2017 portant sur le premier tour de l'élection présidentielle. Cf. : <https://www.ipsos.com/fr-fr/1er-tour-presidentielle-2017-sociologie-de-lelectorat>

d'éducation s'arrête à l'école secondaire (17%). Les jeunes qui arrivent sur le marché du travail avec le niveau de diplôme le plus faible sont plus sensibles au populisme xénophobe que les titulaires d'un diplôme universitaire : la Lega attire 19,6% de ceux dont les études se sont arrêtées au lycée, mais seulement 13,2% de ceux qui ont une licence. En Hongrie, les travaux de Dániel Rona ont clairement mis en évidence la corrélation entre l'âge des électeurs et la probabilité du vote pour le Jobbik<sup>7</sup>, y compris chez les étudiants à l'université qui sont issus d'un milieu rural ou ouvrier et pensent que malgré leur diplôme, ils seront défavorisés par rapport aux jeunes des classes privilégiées qui, pour eux, représentent l'élite « libérale »<sup>8</sup>.

L'année 2019 a amplement confirmé cette tendance. Aux élections européennes, la liste RN obtient son meilleur score chez les ouvriers (40%) et 30% des suffrages au sein des foyers qui disposent de moins de 1200€ mensuels (quand La République En Marche y obtient 11%). Les élections législatives autrichiennes ont vu 48% des ouvriers voter FPÖ contre 4% chez les électeurs diplômés du supérieur. Les élections européennes comme les régionales ont souligné que le vote AfD était avant tout celui des jeunes hommes peu qualifiés de l'Est, soit une géographie sociale qui souligne parfaitement comment la crainte du déclassement social personnel et le sentiment d'un déclassement de sa nation entrent en sympathie pour produire le vote au bénéfice de l'extrême droite.

Cependant, à l'échelle continentale, malgré d'excellents résultats dans certains pays, ces formations n'ont pas réussi à bousculer l'équilibre général du Parlement européen, ni à constituer un groupe unique. Pire : avec 73 sièges

---

<sup>7</sup> Le Jobbik, à partir des législatives de 2018, a opéré un recentrage idéologique, mettant en avant non plus le racisme anti-Rom, l'antisémitisme et le nativisme xénophobe, mais son opposition à la politique autocratique et économiquement libérale du gouvernement Orbán. Dans cette logique, il a accepté de parler avec les autres partis d'opposition, en vue de présenter des candidats uniques aux élections municipales d'octobre 2019. La sincérité de la conversion idéologique du Jobbik est débattue.

<sup>8</sup>Dániel Rona, « Far-Right generation ? Reasons behind the popularity of Jobbik among the youth », <https://ecpr.eu/Filestore/PaperProposal/d599a34f-cafd-4bfa-87ad-9ae9f1956ba4.pdf>

(contre 36 auparavant, mais le RN et la Lega en représente 50 à eux deux) le groupe Identité et Démocratie (ID) qui a succédé au groupe ENL, pouvait escompter obtenir deux postes de vice-présidents du Parlement et deux présidences de commissions : or il n'a obtenu aucun poste, car les autres groupes ont maintenu le cordon sanitaire à son égard.

Le véritable motif de satisfaction du groupe Identité et Démocratie est son élargissement au nord de l'Europe et à trois formations : le Parti populaire conservateur d'Estonie (EKRE), mais dont le mouvement de jeunesse, le « Réveil bleu », emprunte à la rhétorique identitaire de l'Alt-Right américaine), et surtout les Vrais finlandais (dirigés par Jussi Halla-aho depuis 2017, avec une ligne considérablement durcie), et le Parti du peuple danois. Ce dernier est en chute (8,7% aux législatives de 2019 et 10,76% aux européennes, contre 21,1% en 2015), mais son ralliement est une victoire symbolique pour Marine Le Pen, avec qui il avait toujours refusé de s'allier. Il est vrai que, dans son pays, le parti est menacé par une concurrence plus radicale : la Nouvelle droite (Nye Borgerlige) qui a fait son entrée au Parlement national en 2019 (2,4% et 4 élus) et Stram Kurs (la Ligne dure), qui avec 1,8% a manqué de peu un siège. Il a pu trouver dans son intégration au groupe ID un marqueur de légitimité, pour spécifier aux électeurs danois qu'il constituait la formation d'extrême droite légitime.

Le groupe ID a néanmoins échoué à recruter les partis qui lui auraient permis de proclamer qu'une ère nouvelle s'ouvrait en Europe. Dès le 6 mai, Nigel Farage, dont le Brexit Party allait obtenir 29 élus, avait refusé la proposition de la Lega de siéger à ses côtés, préférant rester chez les non-inscrits. Le Fidesz a pour sa part choisi, à ce moment, de rester au sein du Parti Populaire Européen, son excellent score (51,48%) lui permettant, avec 13 sièges<sup>9</sup>, de négocier avec celui-ci des concessions sur son autonomie idéologique. L'intérêt de Viktor Orbán pourrait changer, s'il était mis au ban de la scène internationale, ou mis en difficulté par la société hongroise, mais, président ayant obtenu les pleins pouvoirs grâce à la pandémie, dirigeant une

---

<sup>9</sup> Après celle de la CDU-CSU, la délégation du Fidesz et de son allié chrétien-démocrate est la seconde au sein du groupe PPE, réduit de 274 à 182 membres.

société toute entière tendue par la mystique nationaliste induite par le centenaire du Traité de Trianon<sup>10</sup>, en quoi aurait-il aujourd'hui besoin du RN ?

La réduction du nombre de groupes eurosceptiques de droite a en fait profité aux Conservateurs et Réformistes Européens (CRE), les plus susceptibles de représenter une alternative crédible aux fédéralistes, en plaidant pour une Union européenne laissant davantage de latitude aux Etats-Nations, fondée sur le principe de subsidiarité, voulant limiter le bureaucratie européenne et ses interventions normatives, critique de la société multiculturelle et favorable à une immigration et un droit d'asile très fermement ressérés, mais avec une retenue dans l'expression, supérieure à celle des extrêmes droites.

Parmi les 62 membres du groupe CRE figurent ceux de Droit et Justice (45,38%). Le modèle sociétal des pays du groupe de Visegrad (famille traditionnelle, racines chrétiennes assumées, patriotisme sourcilleux, soutien à une économie de marché qui prend en compte les besoins spécifiques de la clientèle électorale des paysans, des petits entrepreneurs, des retraités) et plus largement des pays d'Europe centrale et orientale, trouve d'autant plus d'écho au sein du groupe CRE qu'y siègent aussi les élus slovaques de Liberté et Solidarité, les Tchèques du Parti démocratique civique, une élue croate du Parti Conservateur, Ruza Tomasic, venue des milieux nationalistes de la filiation Oustachi, ainsi que les Lettons de l'Alliance nationale.

Le poids des élus venus des pays anciennement communistes se fait aussi sentir d'une autre manière : pour eux, s'allier avec le FPÖ, la Lega et le RN, qui entretiennent des relations étroites avec le parti au pouvoir à Moscou, était difficile à faire comprendre à leur électorat, pour qui la Russie reste une menace géostratégique. C'est une ironie de l'Histoire que les partis d'extrême droite de l'Ouest qui, durant la guerre froide, se légitimaient en proclamant leur désir de libérer les Européens de l'Est du joug soviétique, se voient

---

<sup>10</sup> Le 4 juin 1920, le traité de Trianon démembré la Hongrie. On estime actuellement les Magyars à 1,2 millions en Roumanie, près d'un demi-million en Slovaquie, plus de 250 000 dans la province serbe de Voïvodine, à environ 15 000 dans la région d'Ujgorod en Ukraine, et à quelques dizaines de milliers dans le Burgenland autrichien, en Croatie et en Slovénie. Le printemps 2020 est l'occasion d'une intense mobilisation de cette mémoire d'une Grande Hongrie meurtrie et trahie.

aujourd'hui reprocher leur tropisme pro-russe par leurs potentiels alliés est-européens. Mais cela démontre surtout à quel point la question du refus de l'ordre géopolitique en place est consubstantiel des extrêmes droites.

Ce qu'on peut appeler la famille des droites nationales-conservatrices a enfin réussi à agréger trois formations dont la place aurait tout aussi bien été au sein d'Identité et Démocratie, si leur volonté de normalisation politique dans leur scène nationale n'avait pas primée. Vox, les Démocrates suédois (15,3%), qui étaient à leur création en 1988 marqués par l'idéologie de la suprématie blanche, et les post-fascistes de Fratelli d'Italia ont fait un choix tactique en rejoignant le CRE, qui peut évoluer en cours de mandature, tant il est vrai que les groupes au Parlement européen se reconfigurent souvent pendant les cinq années de mandat. A la question tactique s'ajoute un problème de conception de la nation qui montre toute la difficulté à allier ensemble des nationalistes. En effet, si Marine Le Pen a tenté de séduire les élus de Vox, ceux-ci, partisans du centralisme national, ont préféré la cohérence idéologique en n'allant pas siéger dans un groupe comptant les nationalistes flamands du Vlaams Belang. Autant dire que la question d'une union internationale des populistes demeure extrêmement délicate. Elle est encore susceptible d'évoluer, si la rupture entre Fidesz et le PPE se produit.

## Radicaux : dynamismes et impasses

Le printemps 2020 a vu pour la première fois les Etats Unis désigner deux mouvements nationalistes comme relevant du «terrorisme international» : le Mouvement impérial russe (MIR), et son appendice la Légion impériale (LI), leur reprochant, entre autres, d'avoir formé des terroristes suédois. Le MIR est surtout un bon révélateur de la globalisation des nationalistes. Fondé en 2002 à Saint-Pétersbourg, il s'est complété d'une formation de jeunesse avec la création de la LI en 2008. Cette dernière, mêlant imagerie nationale des Cent-Noirs et du néo-nazisme, a pris un tour paramilitaire lors de l'invasion de l'Ukraine en 2014. Partisans d'un nationalisme grand-russe et orthodoxe, les légionnaires se sont engagés dans les combats de la région du Donbass, où plusieurs auraient trouvé la mort en 2014 et 2015. En janvier 2016, la Légion impériale avait annoncé renoncer au

combat armé en Ukraine mais conserver son objectif de « libérer » Kiev pour donner naissance à la « Nouvelle Russie ». Messianisme nationaliste et religieux vont ici de pair : la LI présente une conception millénariste et eschatologique du politique. Selon elle, nous en serions aux derniers jours, le mondialisme serait l'œuvre de l'Antéchrist, l'islamisme serait démoniaque et l'actuelle pandémie elle-même serait-elle l'œuvre des mondialistes afin de renforcer le royaume de l'Antéchrist. Cette conception du monde et du temps implique que les nationalistes ne peuvent rester enserrés à l'arrière de leurs frontières, d'autant que nationalisme et travail transnational sont de longue date associés par l'extrême droite russe (ainsi dans l'entre-deux-guerres par des organisations subversives comme la Confrérie de la Vérité russe ou l'Organisation fasciste panrusse).

La LI affirme ne pas vouloir créer des cellules uniquement en Russie, mais partout dans la diaspora russe, tandis qu'à partir de 2015, le MIR travaille ses réseaux internationaux en cherchant à fonder un Mouvement mondial national-conservateur (MMNC). *Mezza voce*, son manifeste désigne un ennemi unificateur consensuel pour le milieu visé : un complot juif mondial de destruction des nations et valeurs traditionnelles. L'organisation ne veut pas se limiter à la défense de la race blanche ou des chrétiens, et des invitations à participer au mouvement sont adressés à des groupes de Thaïlande, du Japon, de Syrie et de Mongolie. Cependant, on retrouve bien là les figures classiques du néo-nazisme international, tel que le Parti national-démocrate allemand (NPD) ou l'Aube dorée grecque. Les contacts ne se passent pas toujours bien : un représentant du MIR se serait ainsi fait boxer par un ultranationaliste tchèque qui n'appréciait pas la notion d'impérialisme russe. Leader du MIR, Stanislav Vorobyov était encore reçu à Madrid par Democracia nacional en novembre dernier, et s'était antérieurement rendu en Suède où il avait été reçu cette fois par le mouvement Résistance Nordique, auquel il vint porter une contribution financière. En uniforme lors du meeting, il exposa le combat de son mouvement contre « les juifs oligarques » de Kiev<sup>11</sup>.

---

<sup>11</sup>Nous nous nourrissons ici largement des informations du chercheur Anton Shekhovtsov, dont on consultera le blog, <https://www.tango-noir.com>, ainsi que le récent ouvrage *Russia and the Western Far Right. Tango noir*, Londres, Routledge, 2017. Lire également : Marlène Laruelle, *Russian Nationalism: Imaginaries, Doctrines, and Political Battlefields*, Londres, Routledge, 2017.

Le Mouvement de Résistance nordique (Nordiska motståndsrörelsen, NMR) est un mouvement néonazi transnational fondé en 1997 et actif dans l'Europe du Nord. Interdit en Finlande en 2017, après la mort d'un homme en marge d'une de ses manifestations, il est actif en Suède, en Norvège et au Danemark. En Suède, où le parti présente quelques candidats aux élections, une enquête<sup>12</sup> a montré qu'un quart des 178 membres identifiés avait été impliqué dans des actions violentes, et trois hommes ont été condamnés en juillet 2017 pour des attentats contre des locaux syndicalistes et de réfugiés. Le NMR n'inquiète pas que les démocraties occidentales, puisque la Pologne a expulsé l'un de ses membres en novembre 2019, faisant savoir que ce dernier, après avoir purgé une peine de prison en Suède pour un attentat à l'explosif contre un centre de réfugiés, s'était rendu en Pologne pour suivre un entraînement paramilitaire en ayant le dessein manifeste d'imiter le terroriste de Christchurch (Nouvelle-Zélande). Symptôme de la globalisation, le nationalisme blanc s'exprime bien dans son cadre, quoiqu'il vomisse le « mondialisme ».

Il est vrai qu'au-delà même de l'organisation de la violence, les groupuscules radicaux compensent souvent leur faible impact politique national par la multiplication de rencontres internationales. Ainsi le 10 août 2019 à Lisbonne, Nova Ordem Social, dirigé par Mario Machado, a réuni Yvan Benedetti, du groupe français Les Nationalistes ; Mattias Deyda, du mouvement néo-nazi allemand Die Rechte ; Francesca Rizzi (Autonomia Nationalista, Italie) ; Josele Sanchez (Tribuna de España) ainsi que les Polonais du Camp National-Radical ( Oboz Narodowo-Radykalny, ONR), et les Bulgares de la Résistance nationale ( Natsionalna Suprotiva).

Nonobstant, les élections européennes ont été une déroute pour les formations radicales. La Coalition ADN comprenant ce qui reste des phalangistes espagnols obtient 0,05%, laminée par le vote utile en faveur de Vox. Les Italiens de CasaPound et leurs concurrents de Forza nuova sont en-dessous de 1%. CasaPound a d'ailleurs renoncé à l'action électorale après le scrutin, préférant rester une « communauté militante » comme l'extrême droite italienne en produit depuis les années 1970, fonctionnant comme une contre-société qui se veut être le pendant nationaliste-révolutionnaire à la

---

<sup>12</sup> <https://sverigesradio.se/sida/artikel.aspx?programid=83&artikel=6890955>

contreculture de la gauche extraparlémentaire<sup>13</sup>. Les nationalistes-révolutionnaires belges post-rexistes du Mouvement Nation, avec 0,16% sont insignifiants, et en France, la liste nationaliste identitaire et radicale de la Dissidence française a obtenu 4700 suffrages, tandis que celle de la Ligne claire lancée par Renaud Camus, pourtant auréolé d'un buzz médiatique constant, entre autres depuis l'attentat de Christchurch où le terroriste avait repris sa formule de « grand remplacement », ne réunit que 1578 suffrages, prouvant qu'il n'existe rien à droite de Marine Le Pen et, plus encore, que l'électeur d'extrême droite ne fait pas un « vote de colère », mais qu'il sait rationaliser son vote et choisir l'offre la mieux positionnée.

Même les trois « grands » partis radicaux sont en chute puisque le néonazi Parti National-Démocrate (NPD) allemand a perdu son unique eurodéputé<sup>14</sup>, que l'Aube dorée grecque perd la moitié de ses électeurs (avec 4,88%, elle détient encore deux sièges, mais a perdu toute représentation au Parlement national lors des législatives du 7 juillet 2019) et que les Hongrois de Mi Hazánk (3,29%), scission radicale du Jobbik, n'ont aucun élu. Deux exceptions existent. La première est celle du parti chypriote ELAM qui, avec 8,25% des voix (et un programme presque identique à celui de l'Aube dorée grecque, et une opposition farouche à la Turquie occupant une partie de l'île) ne manque un siège qu'en raison d'un seuil de représentation fixé à 10%. La seconde est celle du Parti du peuple-Notre Slovaquie (LSNS; 12,07% des suffrages) qui arrive en seconde position, et dont le programme ultranationaliste, mélangé à une forme de « fascisme de gauche » en matière socio-économique et à un indéniable racisme envers la minorité Rom, en fait sans doute la plus radicale des formations présente au Parlement européen. Son leader Marian Kotleba a d'ailleurs récemment donné voix aux rumeurs conspirationnistes en arguant que les processus de traçage contre le Sars-CoV-2 aboutiraient à l'implantation de puces sous-cutanées.

---

<sup>13</sup> Sur CasaPound voir Caterina Froio, Pietro Castelli Gattinara et Tommaso Vitale, « L'extrême droite est-elle la porte-voix du malaise des quartiers populaires ? Le mythe des campagnes pour le logement social de CasaPound en Italie », Chaire Citoyenneté, Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, juin 2020.

<sup>14</sup> Le NPD a obtenu 0,3%, son concurrent Die Rechte, 0,1% et les néo-nazis de Dritte Weg, quelque 12 000 voix.

Tous les députés de ces partis siègent à Strasbourg parmi les non-inscrits et sont considérés, tant par la Lega que par le RN, comme ne pouvant devenir des alliés, leur radicalité, en particulier leur racisme et leur antisémitisme, allant à contre-courant des efforts de normalisation entrepris par les extrêmes droites populistes. La difficulté des radicaux à trouver une assise sociale ne saurait néanmoins être immédiatement traduite comme un recul de l'extrême droite en tant que champ politique.

Comme le note le politiste Benjamin Biard pour le cas grec, il a fallu pour qu'Aube dorée régresse : 1) le début du redressement de la Grèce ; 2) l'impact de l'orgie de violence du mouvement ; 3) la construction d'une offre concurrentielle avec la naissance en 2016 de Solution grecque qui, sur une ligne nationale-populiste et le slogan trumpiste et occidentaliste « Make Europe christian again », a capté 4,2 % des suffrages (et 1 siège) lors des élections européennes (puis a obtenu 3,7 % des voix et 10 sièges lors des élections législatives survenues consécutivement). Si Aube dorée donne donc aujourd'hui l'impression d'avoir été renvoyé à son long passé groupusculaire, les idées radicales continuent à travailler la société grecque : la Grèce rejoindrait la norme européenne des extrêmes droites, où le néonazisme n'a aucune chance électorale, plus qu'elle ne s'en détournerait<sup>15</sup>. On peut à cet égard noter qu'en Allemagne la liquéfaction du NPD va bien, d'une part, avec une augmentation des violences, d'autre part avec une radicalisation du populisme (Alexander Gauland, leader de l'AfD, ayant enchaîné des déclarations provocatrices quant à la nécessité de retrouver une fierté nationaliste allemande, déclarant ainsi le 8 mai 2020 que cette date anniversaire représente « une défaite absolue »)<sup>16</sup>. La dynamique générale des extrêmes droites ne peut donc toujours pas se réduire au mouvement d'une seule des composantes du champ.

La question quant aux radicaux n'est pas leur potentielle ascension politique, mais relève des risques pour l'ordre public. En 2019, l'assassinat d'un préfet en Allemagne et l'arrestation d'une cellule néonazie italienne armée détentrice d'un missile qatari ont pu marquer l'opinion. Les services de

---

<sup>15</sup> Benjamin Biard, « L'extrême droite en Europe centrale et orientale (2004-2019) », *Courrier hebdomadaire*, Bruxelles, CRISP, n° 2440-2441, 2019, pp. 27-28.

<sup>16</sup> Voir <https://www.zeit.de/politik/deutschland/2020-05/afd-fraktionschef-alexander-gauland-relativierung-ns-verbrechen>

sécurité européens ont renforcé leur vigilance, puisque 44 activistes ont été arrêtés dans le cadre d'enquêtes sur la préparation d'actes terroristes, contre 20 en 2017. Ces militants étaient des citoyens d'Allemagne, d'Italie, de France, des Pays-Bas et de Tchéquie ; les Français représentaient néanmoins l'essentiel du contingent<sup>17</sup>.

La concordance entre recul politique et tentation terroriste est possible. En Grande Bretagne, la décomposition du BNP a donné jour à la National Alliance (NA) en 2013. Trois ans après, celle-ci a été interdite en tant qu'« organisation terroriste » - puis en 2017 ses surgeons Aube écossaise et NS131 (Action Nationale-Socialiste Anti-Capitaliste) - quand elle affirma son soutien à l'assassinat de la députée travailliste Jo Cox, perpétré par un proche de la National Alliance américaine. La NA a été l'élément le plus dynamique d'une nébuleuse de 24 groupuscules nationalistes et racistes source de diverses violences (en juin 2018 un membre de la NA a été arrêté alors qu'il voulait assassiner une députée travailliste de confession juive). Le nombre d'activistes a rarement été aussi bas (dans les 600), mais ils sont déterminés : les cinq attentats d'extrême droite en Europe en 2017 avaient tous eu lieu au Royaume-Uni. En 2019, douze activistes britanniques ont été arrêtés, pour l'essentiel car soupçonnés de préparer des actes de violence islamophobe mais un militant a incendié une synagogue. Les deux formations les plus représentées parmi les individus appréhendés, (Order of Nine Angles et Sonnenkrieg Division) sont liées entre elles et relèvent de la marge sociale la plus périphérique (néonazisme sataniste)<sup>18</sup>.

En Allemagne, la socialisation des sentiments anti-migrants ne sert plus de dérivatif aux pulsions violentes : la violence s'est socialisée en 2018, suite à une manifestation anti-migrants regroupant 5000 personnes à Chemnitz. Le défilé a été suivi pendant plusieurs jours par des violences à l'égard des réfugiés et des militants d'extrême gauche, impliquant à chaque fois plusieurs centaines de personnes. Le fait que de Dresde à Chemnitz, la tension soit en Saxe, dans l'ancienne Allemagne de l'Est, souligne comment cette zone conserve sa spécificité nationaliste, tout en l'exprimant plus

---

<sup>17</sup> Europol, *EU Terrorism Situation & Trend Report (Te-Sat) 2019*, 2019.

<sup>18</sup> Home Office, *Proscribed terrorist groups or organisations*, 2017, p. 16 ; HOPE not hate, *State of Hate 2018. Far right terrorism on the rise*, 2018 ; *id.*, *State of Hate 2020. Far right terror goes global*, 2020.

abruptement dorénavant. Les rapports de l'Office de protection de la Constitution montrent que le nombre de militants radicaux de droite potentiellement violents reste très élevé mais stable (en dessous de 13 000 personnes)<sup>19</sup>. Longuement, les pouvoirs publics et la société allemandes ont hésité à regarder en face la question des violences d'extrême droite. Les derniers mois l'y obligent, et ont démontré que la violence raciste n'était pas le seul fait de l'Est : assassinat, le 2 juin 2019, du préfet de Cassel (Hesse), Walter Lübcke, proche d'Angela Merkel ; attentat de Halle (Saxe-Anhalt), le 9 octobre 2019 (une passante tuée devant la synagogue et un homme mitraillé dans un restaurant turc) ; attaque à l'arme à feu contre deux bars à chicha de Hanau, le 19 février (dix morts). Cette série criminelle a contraint l'Etat à enfin considéré la question, avec la création de 600 postes au sein de l'Office fédéral de police criminelle et de l'Office fédéral de protection de la Constitution. Cette prise de conscience se manifeste dorénavant dans les suites judiciaires : les huit membres du groupe Revolution Chemnitz jugés pour préparatifs d'attentats ont été condamnés fin mars 2020 à des peines allant d'un mois à cinq ans et demi de réclusion. La France n'en est pas encore à ce stade et les mesures prônées en 2019 par la commission d'enquête parlementaire sur la radicalisation de droite n'ont guère trouvé de débouchés, alors qu'en même temps la présidence de la République intégrait cette question aux principes de sa « stratégie nationale de renseignement » publiée en juillet 2019<sup>20</sup>.

Depuis la concordance de la crise des réfugiés et des attentats djihadistes en 2015, le point essentiel quant à la violence de droite est l'harmonisation européenne de la victimologie. Dans les divers pays, les violences visent globalement migrants et militants de gauche. La crise des réfugiés est interprétée comme un jihad devant entraîner une action de « reconquista » par des militants dont l'engagement à l'extrême droite radicale est de longue date, et sert de justificatif à une action contre les migrants et la gauche, jugée être un fourrier de ce qui serait l'invasion de l'Europe<sup>21</sup>. Il s'avère que cette représentation est également à l'œuvre dans

---

<sup>19</sup>Bundesministerium des Innern, für Bau und Heimat, *Verfassungsschutzbericht 2018, 2019*.

<sup>20</sup> Voir <http://www.sgdsn.gouv.fr/uploads/2019/07/20190703-cnrlt-np-strategie-nationale-renseignement.pdf>

<sup>21</sup> Europol, *EU Terrorism Situation & Trend Report (Te-Sat) 2018, 2018*.

des formations plus modérées, légalistes et électoralistes. Surtout, le manque d'issue politique à une radicalité dont les thèmes (type «grand remplacement») sont pourtant amplement diffusés, et participent, de manière diluée, aux succès des partis légalistes d'extrême droite, peut amener certains de ses militants à considérer que le passage à la violence devient la seule option rationnelle pour obtenir le basculement auquel ils aspirent. C'est, d'ailleurs, un thème récurrent dans les marges violentes : face au «système» anesthésiant les masses, l'emploi de la violence n'est pas improductif ou amoral car il permet «l'éveil» des populations à la gravité de la situation.

## Conclusion

L'illibéralisme a offert un horizon possible à des mouvements populistes qui devaient encore souvent se défendre auprès de leurs opinions nationales qu'ils n'étaient pas les descendants des mouvements autoritaires et totalitaires du XX<sup>e</sup> siècle. Le paradoxe est que la popularité des partis illibéraux refusant de rejoindre le bloc des extrêmes droites a la même cause que la radicalisation violente des marges : la représentation obsidionale d'une colonisation ethno-culturelle, qui, dorénavant, peut être également dénoncée au nom de mesure prophylactiques. Si les activistes devaient un jour parvenir à déclencher un cycle de violences, les extrêmes droites légalistes seraient d'ailleurs en possible position de répondre à la demande autoritaire et sécuritaire induite.

Les extrêmes droites sont allées au scrutin européen en affirmant que l'Union Européenne participait de l'établissement d'une globalisation qui reviendrait à détruire les nations à travers leur orientalisation. Cette thématique a également nourri les dynamiques de passage à la violence. En toute logique, le défi de la pandémie a été interprété à la même aune : la mondialisation serait la responsable de la pandémie, au motif qu'elle génère des flux continus de personnes. Les élites européennes et les immigrés représenteraient donc un danger unique pour les populations saines, que cela soit en termes sanitaires, économiques, démocratiques ou culturels. Ainsi Marine Le Pen et le FPÖ autrichien ont été les premiers à demander des contrôles sanitaires aux aéroports, y compris pour les voyageurs intra-

européens, tandis que Thierry Baudet déclarait «l'Etat-Nation, c'est l'avenir». Il est vrai que, depuis des décennies, les extrêmes droites ont toujours su se redéfinir face aux nouvelles étapes de la globalisation, pour proposer en retour de nouvelles façons d'élaborer une société en enclosure. Or, il est patent que la crise sanitaire a connu des réponses basées sur l'immobilisation.

En alliant la critique des dérives liberticides des mesures des gouvernements à l'exigence du rétablissement de frontières étanches, les extrêmes droites populistes ont largement joué du désir courant que la contrainte étatique soit faible envers soi-même et forte envers les autres. Certes, la question de l'articulation des souverainetés se pose face à un défi médical mondial, mais cette structuration même fait que la simple imposition de frontières présentées comme des gestes barrières ne saurait séduire qu'une part non-majoritaire de pays développés.

En revanche, les faiblesses politiques qu'a pu relever la covid-19, en particulier en France, conjointement à la crise sociale, ne peuvent qu'aider à cette symbiose des sentiments de déclassements personnels et nationaux qui contribue à la dynamique de la droitisation. En somme, si le scrutin européen de 2019 n'a aucunement été le tsunami populiste que certains avaient rêvé ou cauchemardé, l'actuelle pandémie paraît en capacité de pouvoir au moins fidéliser les clientèles acquises par les extrêmes droites et aggraver les processus de radicalisation violente.